



FR

CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE

ANNEXE

de la Décision d'exécution de la Commission modifiant la décision d'exécution de la Commission C(2021)9672 du 16.12.2021 relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Côte d'Ivoire pour 2021

'ANNEXE 5

Document d'action « Facilité de Coopération UE – Côte d'Ivoire »

PLAN D'ACTION ANNUEL

Le présent document constitue le programme de travail annuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23(2) du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

1 SYNTHÈSE

1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

1. Intitulé CRIS/OPSYS Acte de base	Facilité de Coopération UE – Côte d'Ivoire Numéro CRIS : NDICI AFRICA/2021/43263 Numéro OPSYS : ACT-60998 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
2. Initiative 'Team Europe'	<input checked="" type="checkbox"/> Non applicable <input type="checkbox"/> En soutien à une initiative Team Europe (inter alia)
3. Zone bénéficiaire de l'action	L'action sera menée en République de Côte d'Ivoire
4. Document de programmation	Programme Indicatif pluriannuel (PIP) en Côte d'Ivoire 2021-2027
5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés	3. Mesures d'appui : 3.2 Facilité de coopération Créer les conditions pour la mise en œuvre optimale des Team Europe Initiatives (TEI), le renforcement du Dialogue Politique et du Partenariat international entre la Côte d'Ivoire et l'Union européenne (UE).
DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES	
6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs	Non applicable

7. Objectifs de développement durable (ODD)	ODD principal: 17 (partenariats pour la réalisation des objectifs) Autre ODD significatif : 5 (égalité entre les sexes)			
8 a) Code (s) CAD ¹	15110 – Politique secteur public et gestion de l'administration (60 %) 99820 – Promotion de la sensibilisation au développement (25 %) 43010 – Multi-secteurs (15 %)			
8 b) Principal canal de distribution @	11003 – Entreprises publiques 12003 – Entreprises privées 12004 – Autres entités publiques dans le pays bénéficiaire			
9. Objectifs de dépenses	<input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input checked="" type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input checked="" type="checkbox"/> Biodiversité <input checked="" type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input checked="" type="checkbox"/> Education			
10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)	Objectif politique général @	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Marqueurs de la convention de Rio	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Objectifs politiques	Non ciblé	Objectif significatif	Principal objectif

¹ <https://www.oecd.org/dac/financing-sustainable-development/development-finance-standards/dacandcrscodelists.htm>

11. Marqueurs internes et Tags:	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Ligne budgétaire : (ligne et poste budgétaire): 14.020120 Coût total estimé : 10 250 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 10 250 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)²	Modalité de projet Gestion directe par : - Subventions - Marchés publics Gestion indirecte avec la ou les entités à sélectionner conformément aux critères énoncés au point 4.3.3.			
14. Type de mesures	<input checked="" type="checkbox"/> Facilité de coopération <input type="checkbox"/> Mesures en faveur de la société civile			

1.2 Résumé de l'Action

<p>L'action contribuera au renforcement du Partenariat UE - République de Côte d'Ivoire dans les domaines d'intérêt commun.</p> <p>Pour ce faire l'action déploiera les moyens nécessaires pour :</p> <ol style="list-style-type: none"> Améliorer la préparation et la mise en œuvre du Programme Indicatif pluriannuel (PIP) UE - Côte d'Ivoire, ainsi que les complémentarités avec les programmes multinationaux ou régionaux ;
--

² Art. 27 NDICI

2. Renforcer l'efficacité de la coopération et du dialogue stratégique entre l'UE et les parties prenantes en Côte d'Ivoire (y inclus les partenaires qui participent aux TEIs) ;
3. Soutenir l'amélioration du climat des affaires, y compris à travers une assistance technique ;
4. Faciliter la mise en œuvre du Plan d'Action de l'UE sur l'Égalité entre les hommes et les femmes 2021-2025 (GAP III)³, de la stratégie de droits humains et démocratie sous tous ses aspects tant politiques qu'opérationnels (intégration de l'approche basée sur les droits, genre, etc.) ;
5. Promouvoir le programme d'échange d'étudiant Erasmus mundus.
6. Communiquer et informer sur les objectifs globaux de l'UE dans le monde, en Afrique et en Côte d'Ivoire (y compris sur les projets de coopération financés par l'UE, dont les TEI) ;
7. Contribuer à une meilleure connaissance des problématiques générales du pays et de la coopération en particulier en vue d'un dialogue politique mieux informé et coordonné avec les autres partenaires techniques et financiers ;

L'action permettra de mobiliser de l'assistance technique, de réaliser des études, d'organiser des conférences et d'assurer la visibilité de la coopération européenne.

La mesure d'appui contribuera notamment à financer des activités et études destinées à soutenir la mise en œuvre des TEI, y compris dans le domaine de la communication et de leur valorisation.

2 JUSTIFICATION

2.1 Contexte

La scène politique ivoirienne apparaît aujourd'hui stable et apaisée suite au dialogue instauré par Alassane Ouattara avec les partis d'opposition depuis les élections législatives de 2021. Bien que ces élections et celles de 2023 se soient passées sans violence, la cohésion sociale sous-jacente reste fragile et les efforts entrepris doivent être consolidés.

Régulièrement aligné sur l'UE dans les instances internationales, le pays a voté en faveur des résolutions adoptées à l'ONU (Assemblée générale et Conseil des Droits de l'Homme) concernant la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine les 2 et 3 mars et le 12 octobre 2022.

La Côte d'Ivoire est le moteur économique de l'espace de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et enregistre l'un des taux de croissance économique les plus rapides et soutenus en Afrique subsaharienne depuis plus de dix ans. Le Fonds monétaire international l'estime à 6,4% en 2023 et l'anticipe à 6,5% en 2024. L'activité économique est restée robuste face aux défis découlant de la pandémie de la Covid-19, de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et de l'instabilité politique croissante dans l'UEMOA. Cependant, la croissance économique du pays ne se traduit pas automatiquement par une réduction du taux de pauvreté qui touche encore 39,4% de la population et qui est exacerbé par l'inflation. En effet, le taux d'inflation s'est élevé en moyenne à 5,2 % en 2022, son niveau le plus élevé depuis dix ans, en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires, des transports et de l'énergie. Dans ce contexte, les inégalités demeurent très importantes et constituent une importante cause de mécontentement de la population, de conflits sociaux et de migration. De plus, en ce qui concerne l'inégalité liée au genre, les positions du pays selon tous les indicateurs internationaux d'équité des genres ne sont pas particulièrement favorables : 171^{ème} sur 188 pays pour les Nations unies, 43^{ème} sur 52 pays en Afrique selon la Banque Africaine de Développement et 136^{ème} sur 144 pays selon le Forum Économique Mondial.⁴

Face à cette situation, le gouvernement a adopté des mesures pour contrecarrer les effets collatéraux du conflit russo-ukrainien, allant de la réduction d'impôt et des subventions afin de contrôler le prix de certains produits de grande consommation et du carburant, à l'obligation pour les exportateurs d'obtenir une autorisation préalable avant toute sortie du territoire des produits vivriers que sont la banane, le riz local, l'igname, le manioc, le maïs ainsi que leurs dérivés. L'économie ivoirienne reste par ailleurs très

³ Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) – Un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne, référence JOIN(2020) 17 final, 25.11.2020.

⁴ Plan d'action sur l'égalité entre les hommes et les femmes III - 2021-2025 ; Plan de mise en œuvre au niveau national - CLIP Côte d'Ivoire | Délégation de l'UE en Côte d'Ivoire, 03.11.21, p.2.

dépendante de quelques produits agricoles d'exportation et d'importation. Cela rend le pays très vulnérable aux variations de prix des matières premières et menace l'équilibre macroéconomique.

En 2022, le déficit de la Côte d'Ivoire s'est situé à 6,8% du PIB, en hausse de 1,9 point de PIB par rapport à 2021. Il est prévu que le pays retrouve la norme UEMAO de 3 % du PIB à partir de 2025 (initialement prévu pour 2024). Afin de réaliser leurs objectifs de développement tout en préservant la discipline budgétaire, les autorités devront adopter une stratégie de mobilisation des recettes plus ambitieuse que par le passé.

Le pays demeure cependant caractérisé par d'**importantes fragilités structurelles**. Malgré des progrès récents dans des indices comme le Ease of Doing Business de la Banque Mondiale (position 110 en 2020), des avancées supplémentaires restent nécessaires en matière de **climat des affaires**, de gestion des **finances publiques** et de qualité de main d'œuvre pour faciliter le maintien d'un haut niveau de croissance et permettre à l'État de mieux assurer ses fonctions régaliennes et sociales. Corrélié au **changement climatique, la dégradation de l'environnement et la déforestation** sont un autre enjeu majeur ayant des impacts sur des secteurs clés de l'économie – le cacao, à lui seul, représente six millions d'emplois directs et indirects (soit quasiment 50 % des emplois par rapport à une population active estimée à 13,6 millions d'habitants). Enfin, la **sécurité intérieure** s'annonce comme un autre défi prééminent pour les années à venir. En effet, la Côte d'Ivoire est adossée à des zones de conflit (frontières septentrionales) qui tendent à s'étendre sur son sol (multiplication d'actions offensives par des groupes terroristes à la frontière du Burkina Faso). Cette situation a déjà entraîné un afflux de réfugiés burkinabés fuyant la violence djihadiste et, à plus long terme, menace de conduire à un phénomène de radicalisation des jeunes. Dans ce contexte, la confiance de la population dans les institutions, en particulier celles responsables de la justice et de la sécurité, et l'action de la société civile en faveur de la cohésion sociale sont des points clés.

La concomitance entre 5 ans de stabilité politique et le démarrage d'un nouveau cycle de programmation en 2021 constitue un « momentum » intéressant pour accompagner les efforts de la Côte d'Ivoire dans ses réformes structurelles et dans la consolidation de la démocratie et de la paix. Le Plan National de Développement (PND) de la Côte d'Ivoire pour la période 2021-2025 confirme les intérêts communs du partenariat Côte d'Ivoire - UE. Par ailleurs, le « Country Level Implementation Plan » réalisé par la Délégation de l'Union européenne de Côte d'Ivoire établit les priorités de travail pour la réduction des inégalités de genre et la mise en œuvre du Plan d'Action sur l'égalité entre les hommes et les femmes 2021-2025 ⁵.

2.1.1 Cadre stratégique de l'action

La coopération UE-Côte d'Ivoire s'inscrit dans le cadre de la stratégie « Global Gateway »⁶, l'Agenda 2030 pour le Développement durable, de l'accord de Paris sur le changement climatique, dans le cadre de la Stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union, dans le nouveau Consensus européen pour le Développement⁷ et dans le Plan d'Action sur l'égalité entre les hommes et les femmes. Elle est guidée par la stratégie globale avec l'Afrique ⁸, y compris en termes d'appui aux investissements et à l'emploi durable, notamment à travers le Fonds européen pour le Développement durable Plus (EFSD+/FEDD+).

L'UE entend demeurer un partenaire et interlocuteur privilégié de la Côte d'Ivoire. Le maintien d'un dialogue de partenariat ouvert permet de définir, de manière concertée, les engagements réciproques qui guident l'appui que l'UE apporte au programme de réformes, et d'évaluer régulièrement l'évolution de ce partenariat.

⁵ Communication conjointe au Parlement européen et au Conseil, Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (GAP III) – Un programme ambitieux pour l'égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes dans l'action extérieure de l'Union européenne, référence JOIN(2020) 17 final, 25.11.2020.

⁶ Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement, La stratégie "Global Gateway", référence JOIN(2021) 30 final, 01.12.2021.

⁷ Le nouveau consensus européen pour le développement - «Notre monde, notre dignité, notre avenir» (JO C 210 du 30.6.2017)

⁸ Communication conjointe de la Commission européenne et du haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité du 9 mars 2020 intitulée «Vers une stratégie globale avec l'Afrique» (JOIN(2020)0004) et les conclusions du Conseil sur le sujet en date du 30 juin 2020.

Principal pilier du budget de l'action extérieure de l'UE, l'Instrument européen de Voisinage, de Coopération au Développement et de Coopération internationale – Europe dans le monde (NDICI) s'appuie sur une programmation pour la période 2021-2027 qui se construit autour des cinq priorités suivantes :

- Le Pacte vert⁹ : changement climatique, biodiversité, gestion des ressources naturelles, énergie renouvelable, systèmes alimentaires durables (de la ferme à l'assiette), économie circulaire, villes vertes et intelligentes, eau et océans.
- Les technologies numériques et le traitement des données : normes de réglementation, connectivité numérique, compétences numériques et entrepreneuriat, services à distance y compris administration électronique.
- L'Alliance pour le développement durable et l'emploi : investissement durable, climat d'investissement et environnement des affaires, éducation et les compétences, intégration économique régionale, commerce et mise en réseau.
- Gouvernance, paix, sécurité et stabilité : droits de l'homme et démocratie, état de droit et responsabilité, prévention des conflits, paix durable et résilience, lutte contre le terrorisme et le crime organisé.
- Partenariat pour la migration : causes profondes de la migration irrégulière et déplacements forcés, gestion de la migration, solutions durables pour les retours volontaires.

Certaines priorités transversales sont systématiquement prises en compte dans les actions, à savoir l'implication de la société civile, du secteur public, du secteur privé et des institutions financières ; la promotion de l'égalité des genres et l'émancipation des femmes ; la valorisation du capital humain ; l'approche fondée sur les droits de l'homme, et la prise en compte des personnes en situation de handicap.

Sur base de ces priorités, du dialogue politique avec le Gouvernement de la Côte d'Ivoire et des priorités figurant dans le Plan national de Développement 2021-2025, le Programme Indicatif Pluriannuel 2021-2027 République de Côte d'Ivoire-UE a retenu les domaines prioritaires suivants : i) capital humain, ii) croissance inclusive et durable et iii) État de droit, gouvernance démocratique, paix et stabilité.

Ces priorités s'articulent étroitement avec 3 TEIs : i) Cacao durable, ii) Transition bas-carbone et iii) Paix et stabilité.

Le PIP prévoit également une Facilité de Coopération qui soutiendra l'atteinte des objectifs du partenariat UE – Côte d'Ivoire. Cette Facilité constitue l'objet du présent document d'action.

2.1.2 Analyse des politiques publiques du pays partenaire/de la région

Le PND 2016-2020 avait pour ambition de consolider la stabilisation de l'État et de la société, d'opérer une transformation structurelle de l'économie à travers l'industrialisation du pays, et de générer une croissance inclusive et partagée. Le PND 2021-2025 vise à accélérer la transformation structurelle de l'économie ; créer les conditions pour renforcer l'inclusion sociale ; doubler le produit intérieur brut (PIB) par habitant en 2030 et hisser la Côte d'Ivoire au rang des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure à l'horizon 2030.

D'une manière générale, les résultats obtenus lors du précédent PND 2016-2020 ont été satisfaisants dans de nombreux domaines. En plus de la hausse des revenus et de la solidité du cadre macroéconomique face aux chocs externes, telle que la pandémie de Covid-19, les indicateurs se sont montrés positifs dans le domaine social, notamment l'incidence de la pauvreté qui a baissé de 5,9 points de pourcentage passant de 46,3 % en 2015 à 39,4% en 2018. Des progrès significatifs ont été enregistrés en matière d'emploi, les inégalités ont diminué (le coefficient de Gini a baissé de 3 points de pourcentage) et l'accès à l'eau et à l'électricité s'est amélioré¹⁰.

Le PND 2021-2025 est structuré autour des six piliers suivants :

- Pilier 1 : Accélération de la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation et le développement de grappes ;

⁹ Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions, Le pacte vert pour l'Europe, référence JOIN(2019) 640 final, 11.12.2019.

¹⁰ World Bank 2023, "Évaluation de la pauvreté en Côte d'Ivoire-Rapport principal".

- Pilier 2 : Développement du capital humain et promotion de l'emploi ;
- Pilier 3 : Développement du secteur privé et de l'investissement ;
- Pilier 4 : Renforcement de l'inclusion, de la solidarité nationale et de l'action sociale ;
- Pilier 5 : Développement régional équilibré, préservation de l'environnement et lutte contre le changement climatique ;
- Pilier 6 : Renforcement de la gouvernance, modernisation de l'État et transformation culturelle.

Les deux premiers rapports de performance du PND pour 2021 et 2022 ont fait état d'avancées dans la mise en œuvre de réformes structurelles avec (i) la revalorisation du salaire minimum ; (ii) l'amélioration des conditions de vie et de travail des fonctionnaires et agents de l'Etat ; (iii) le lancement du troisième Projet Emploi Jeunes et Développement des Compétences ; (iv) l'adoption des nouveaux statuts du corps diplomatique, de la fonction publique et de la magistrature ; (v) l'adoption de la Loi sur l'évaluation des Politiques Publiques ; et (vi) le renforcement du cadre de maturation, de programmation, et de gestion des Projets d'Investissements Publics. Une accélération des investissements dans les infrastructures routières a été notée et les efforts dans le domaine social se sont poursuivis dont les principaux acquis concernent : (i) l'électrification de 573 villages ; (ii) l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable pour plus de 9 millions d'habitants (Abidjan et intérieur du pays) et ; (iii) la mise en place d'un nouveau programme social du Gouvernement pour faire face à la fragilité dans les zones frontalières plus exposées au terrorisme.

Néanmoins, de sérieuses contraintes persistent et nuisent à une transformation plus profonde de l'économie. Les indicateurs sociaux de variation dans l'éducation et la santé, en particulier l'espérance de vie, ont chuté par rapport à ses pairs. Simultanément, la mobilisation des recettes intérieures reste faible et inférieure à la moyenne pour les groupes des pays comparables, restreignant fortement l'espace budgétaire pour les dépenses sociales prioritaires et les investissements dans les infrastructures.

Un cadre institutionnel de suivi du PND impliquant les Partenaires Techniques et Financiers (PTF), dont l'Union européenne, a été lancé officiellement en janvier 2023 et placé sous l'autorité du Vice-Président de la République. Au cours des années précédentes, les PTF avec l'Union européenne en chef de file ont régulièrement mis en relief le besoin d'une meilleure cohérence entre les prévisions du PND, les allocations budgétaires et les réalisations. Les analyses ne sont pas complétées par une matrice d'actions prioritaires qui constitue pourtant une partie clé du document de base PND. Ainsi l'absence de recensement structuré des ressources et besoins ne permettent pas à la Côte d'Ivoire d'assurer le succès des objectifs fixés. La qualité de la dépense publique s'en retrouve pénalisée et sous optimale.

2.2 Analyse des problèmes

Brève analyse des problèmes :

La Côte d'Ivoire est un pays pour lequel nombre de politiques intérieures et extérieures de l'UE sont pertinentes, tant le pays est d'importance dans la région et tant les thématiques prioritaires sont nombreuses. Elles nécessitent une bonne connaissance du contexte évolutif en vue d'assurer une programmation d'appui bien ciblée et bénéficient donc utilement d'études sectorielles, d'identification ou de formulation pour des programmes de coopération. L'expérience des programmations précédentes a montré que la Côte d'Ivoire est l'un des pays où les données statistiques et les informations nécessaires dans différents secteurs sont peu fiables voire inexistantes. Cette faible disponibilité des informations rend difficile tout exercice de planification et de programmation efficace.

C'est aussi un pays avec un environnement politique et opérationnel qui peut fluctuer rapidement. L'évolution du contexte politique, sécuritaire ou encore sanitaire nécessite une adaptation régulière des programmes et de leur préparation. Le recours à une Facilité de coopération flexible s'avère donc opportun.

Cet instrument doit permettre une mise en œuvre efficace et pertinente du Programme Indicatif Pluriannuel et des Initiatives Équipe Europe auxquelles la Côte d'Ivoire participe; la tenue d'un dialogue politique et de partenariat étroit ; ainsi que le renforcement de la visibilité et de la compréhension de l'Union européenne.

Parmi d'autres priorités, la Facilité de coopération donne les moyens de répondre aux priorités et besoins suivants :

L'ampleur du changement climatique et le manque de préparation de la Côte d'Ivoire rendent le pays particulièrement vulnérable aux impacts du changement climatique. Le secteur du cacao est particulièrement sensible aux effets du changement climatique, notamment la hausse des températures qui pourrait assécher les sols et réduire leur fertilité, obligeant de nombreux agriculteurs à déplacer leurs cultures vers des terres plus élevées, où les températures sont plus propices à la culture du cacao. Au niveau international, les différents acteurs s'accordent aussi sur la nécessité d'agir rapidement pour arriver à une transformation structurelle du secteur. De plus, la crise climatique n'est pas "neutre en termes de genre" et n'affecte pas tout le monde de la même manière. Les femmes et les filles subissent les plus grands impacts du changement climatique, aggravant les inégalités de genre existantes et posant des menaces uniques à leurs moyens de subsistance, leur santé et leur sécurité. En examinant le changement climatique à travers une perspective intersectionnelle - la manière dont différentes formes d'inégalités opèrent souvent ensemble et se renforcent mutuellement - il est évident que les risques liés au changement climatique sont aigus pour les femmes et les filles en situation de handicap, les femmes âgées, etc. C'est également le cas en Côte d'Ivoire, où par exemple, les restrictions quant à la propriété foncière des femmes rurales impliquent qu'elles peuvent ne pas avoir accès à la terre arable à cultiver, et le manque de capital financier rend la diversification de leurs moyens de subsistance plus difficile¹¹. Dans ce contexte, l'approche de cette problématique doit toujours se faire en intégrant une perspective de genre et inclusive.

La Commission européenne s'est dotée d'un cadre stratégique mettant très fortement en avant, à travers le Pacte Vert¹², les préoccupations croissantes des citoyens européens autour (i) de la préservation et la restauration de la qualité de l'environnement, (ii) de la lutte contre le changement climatique, (iii) de la promotion de l'utilisation efficace des ressources et (iv) du développement d'une responsabilité sociétale et environnementale de la part des opérateurs économiques des chaînes de valeurs notamment agroalimentaire (stratégie « De la ferme à la table »¹³, règlement « produits zéro déforestation »¹⁴). La Facilité pourrait intervenir en appui aux actions dans le cadre du Pacte Vert et de la mise en œuvre des engagements du pays par rapport aux accords de Paris.

De plus, cet instrument permettra de jouer un rôle clé dans la mise en œuvre de la stratégie « Global Gateway »¹⁵, qui vise à catalyser les investissements du secteur privé et à mobiliser jusqu'à 150 milliards d'euros d'investissements en Afrique subsaharienne, entre autres grâce au Fonds européen pour le développement durable Plus (FEDD+), qui soutient à la fois les opérations des secteurs public et privé. Or, en Côte d'Ivoire tant le climat des affaires que la préparation de dossiers bancables requiert une assistance technique importante. La promotion d'investissements privés ou publics-privés se heurte souvent à l'insuffisance du cadre de gouvernance des secteurs concernés. Dès lors, la Facilité de Coopération permettra utilement d'accompagner les investissements « Global Gateway » par des actions visant à l'amélioration de la gouvernance sectorielle, par exemple sous la forme d'un appui technique à la finalisation de textes légaux ou réglementaires. Tel pourra être par exemple le cas pour l'Autorité de Régulation de l'Énergie, l'Autorité portuaire, l'amélioration du cadre légal des partenariats publics-privés ou encore le cadre légal du développement des télécommunications et de la digitalisation. Il est important de souligner les engagements de la stratégie 'Global Gateway' en matière de promotion de l'égalité des sexes dans les cinq domaines prioritaires.

Le soutien au dialogue public-privé constituera un levier pour améliorer le climat des affaires, y compris avec une plus grande participation de la société civile et des représentants sectoriels dans l'élaboration des politiques publiques. Ces acteurs pourront être renforcés en capacité d'analyse et de plaidoyer, notamment dans les secteurs liés aux priorités du PIP.

¹¹ Programme National Changements Climatiques (PNCC) Côte d'Ivoire et UNPD 2019, 'Genre et changement climatique en Côte d'Ivoire'

¹² Communication de la Commission au Parlement européen et au Conseil européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions, Le pacte vert pour l'Europe, référence JOIN(2019) 640 final, 11.12.2019.

¹³ Communication de la Commission au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen et au Comité des Régions, Une stratégie "De la ferme à la table" pour un système alimentaire équitable, sain et respectueux de l'environnement, COM(2020)381 final, 20.05.2020

¹⁴ Règlement (UE) 2023/1115 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 relatif à la mise à disposition sur le marché de l'Union et à l'exportation à partir de l'Union de certains produits de base et produits associés à la déforestation et à la dégradation des forêts, et abrogeant le règlement (UE) no 995/2010 (RDUE), publié au Journal officiel de l'UE le 9 juin 2023.

¹⁵ Communication conjointe au Parlement européen, au Conseil, au Comité économique et social européen, au Comité des régions et à la Banque européenne d'investissement, La stratégie "Global Gateway", référence JOIN(2021) 30 final, 01.12.2021.

La coordination des aides des acteurs européens nécessite d'être renforcée en vue de la mise en œuvre des TEI. L'action permettra de déployer les moyens et outils nécessaires pour renforcer la coordination sur le plan opérationnel et la communication entre les partenaires européens.

S'agissant de la jeunesse, elle n'a souvent pas accès à l'information concernant les programmes d'échange universitaires qui peuvent également nourrir le partenariat UE-Côte d'Ivoire. Ainsi, la promotion à grande échelle du programme Erasmus Mundus permettra non seulement de créer des opportunités pour les jeunes et les établissements d'enseignement supérieur, mais également de renforcer le lien entre l'Union européenne et la Côte d'Ivoire et sera également l'opportunité de communiquer sur les valeurs fondamentales de l'Europe. Ceci sera mis en œuvre en tenant compte de la perspective de genre, d'approche fondée sur les droits de l'homme et des personnes en situation de handicap.

L'importance de la présence et de la visibilité active de l'UE sur la scène médiatique constitue un facteur de promotion et de défense de ses valeurs fondamentales et des intérêts partagés de l'UE et de la Côte d'Ivoire.

La présente Facilité permettra à l'UE d'être aux côtés de la Côte d'Ivoire sur les sujets d'intérêt commun, y compris la consolidation des processus démocratiques et la promotion de la paix, tout en intégrant une perspective de genre, d'approche fondée sur les droits humains et la prise en compte des personnes souffrant de handicap. L'exécution des projets requiert occasionnellement des audits ou des évaluations non prévues dans les contrats ou les conventions de financement et qui sont justifiées par une analyse de risque.

Enfin, des retards de travaux ou des re-contractualisations de travaux après résiliation de contrats non performants peuvent nécessiter de devoir contractualiser des missions de supervision initialement non prévues et pour lesquelles la date limite de contractualisation est dépassée ou les budgets épuisés.

Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action :

Les parties prenantes potentielles et les groupes cibles concernés par la Facilité de Coopération sont tous les acteurs concernés par le partenariat UE – Côte d'Ivoire.

Les **autorités nationales, l'UE et les partenaires techniques et financiers** seront les co-bénéficiaires des études/assurances techniques et autres outils déployés sur des thématiques / secteurs spécifiques en vue d'une meilleure préparation et exécution des programmes sous le PIP.

La facilité de coopération financera des actions de communication à destination du **grand public** pour promouvoir les objectifs et les résultats de la coopération européenne et plus largement du partenariat UE-Côte d'Ivoire, ce qui permettra une meilleure compréhension par la population ivoirienne et européenne du rôle de l'UE en Côte d'Ivoire et de la valeur ajoutée du partenariat UE-Côte d'Ivoire.

Dans le cadre de la stratégie « Global Gateway » et du Fonds européen pour le développement durable Plus (FEDD+), l'assistance technique est un outil opérationnel crucial pour la préparation de projets mais également pour l'amélioration des standards permettant de créer les meilleures conditions possibles pour des investissements de qualité. Ainsi, le **secteur privé y inclus les entreprises européennes** bénéficieront de la réalisation d'études, de guides et d'autres outils pour mieux connaître les secteurs économiques avec des fortes perspectives de croissance, les opportunités d'investissement et pour développer des projets qui s'appuient sur les normes internationales notamment environnementales et de travail.

3 DESCRIPTION DE L'ACTION

3.1 Objectifs et produits

L'objectif général (impact) de cette action est de contribuer au renforcement du partenariat Union européenne - République de Côte d'Ivoire dans les domaines d'intérêt commun.

Les objectifs spécifiques (OS) sont :

1. Le renforcement de l'efficacité de l'aide européenne

2. L'amélioration de la compréhension, connaissance et soutien de l'action de l'Union européenne et de ses valeurs

3. L'Union européenne est positionnée comme partenaire stratégique sur les sujets d'intérêt commun.

Les produits attendus sont :

En lien avec l'OS1 :

1.1. Les programmes découlant du PIP sont mieux identifiés, mieux formulés et en synergie avec la programmation régionale et intègrent l'approche basée sur les droits et la dimension genre.

1.2. Les mécanismes de coordination de l'aide sont renforcés (coordination UE – Côte d'Ivoire ; coordination UE – partenaires européens ; coordination UE – partenaires techniques – Côte d'Ivoire).

13. Des initiatives innovantes qui concourent à la réalisation des objectifs stratégiques de l'UE en Côte d'Ivoire et dans le monde sont soutenues (Erasmus+, Youth Sounding Board, EFSD+, finance verte...).

En lien avec l'OS2 :

2.1. Une visibilité accrue des objectifs et résultats de la coopération UE-CI, des objectifs globaux de l'UE ainsi que de son agenda multilatéral, auprès des autorités et de la population en général, notamment les jeunes, les femmes, la société civile et les groupes marginalisés.

En lien avec l'OS3 :

3.1. Le dialogue politique et de partenariat est davantage approfondi et les processus démocratiques sont renforcés.

3.2 Activités indicatives

De manière indicative, **les principaux types d'activités** sont les suivantes. La liste de produits et activités est indicative et sera détaillée en fonction des besoins identifiés au cours de la mise en œuvre du PIP. Au vu de la nature transversale et multi-sectorielle de l'action, les activités listées ci-dessous sont liées à l'ensemble des produits attendus de la Facilité de Coopération :

- Mobilisation d'experts à court et moyen termes pour l'assistance technique couvrant différents domaines/secteurs (y inclus les processus démocratiques), pour le contrôle et la vérification (audit), l'évaluation ou la supervision des différents programmes de coopération de l'UE ;
- Organisation de conférences, séminaires et formations ;
- Réalisation d'études et publication ;
- Réalisation d'activités de communication stratégique.

3.3 Intégration des questions transversales

Protection de l'environnement et changement climatique

Au regard de la nature générale et transversale de l'Action visant à soutenir la bonne mise en œuvre de l'ensemble de la coopération UE-CI, la question environnementale et le changement climatique seront intégrés dans chaque composante de l'Action. Cependant, l'impact du mainstreaming n'est pas mesurable pour l'Action en tant que telle, mais plutôt au niveau de chaque programme de coopération que l'Action qu'elle viendra faciliter. Le renforcement des capacités du secteur public abordera également l'usage des outils et procédures vis-à-vis de l'environnement et du changement climatique.

Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1. La dimension genre sera intégrée dans chaque composante de l'action sur base des orientations contenues dans le Plan d'action de l'Union européenne sur l'égalité entre les hommes et les femmes (PAG III) – 2021-2025.

Droits de l'homme

Au regard de la nature générale et transversale de l'Action visant à soutenir la bonne mise en œuvre de l'ensemble de la coopération UE-CI, l'approche basée sur les droits sera intégrée dans chaque composante de l'action. Cependant, l'impact du mainstreaming n'est pas mesurable pour l'Action en tant que telle, mais plutôt au niveau de chaque programme de coopération qu'elle viendra faciliter.

Invalidité/Handicap

Conformément aux codes du CAD de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention D0. Cependant s'agissant d'une mesure du support à la mise en œuvre du partenariat UE – Côte d'Ivoire, des études et des expertises pourraient être mobilisées afin d'améliorer la prise en compte des personnes souffrant d'handicaps dans les projets de développement et plus généralement dans l'action européenne en Côte d'Ivoire. Une attention particulière sera accordée pour garantir et favoriser la participation des personnes en situation de handicap dans les activités (accessibilité des actions, consultation avec les organisations de personnes en situation de handicap et encouragement à une communication inclusive).

L'action sera conforme à la Stratégie de l'UE pour les droits des personnes en situation de handicap 2021-2030 et à la Note d'orientation de l'UE sur l'inclusion des personnes en situation de handicap dans l'action extérieure de l'UE.

Démocratie

Cette action est une mesure d'appui à la mise en œuvre du partenariat EU – Côte d'Ivoire qui parmi ses priorités prévoit la consolidation de la démocratie et la promotion de la paix. Des activités pourraient être menées en matière d'accompagnement des processus démocratiques et participation citoyenne afin d'améliorer la prise en compte de ces aspects dans le développement du pays et plus généralement dans l'action européenne en Côte d'Ivoire.

Sensibilité aux conflits, paix et résilience

La prévention des conflits et la promotion de la paix ne sont pas des objectifs directement visés par cette action. Cependant, s'agissant d'une mesure du support à la mise en œuvre du partenariat UE – Côte d'Ivoire, des études et des expertises pourraient être mobilisées en matière de prévention de conflits et de promotion de la résilience des populations afin d'améliorer la prise en compte de ces aspects dans les projets de développement et plus généralement dans l'action européenne en Côte d'Ivoire.

Réduction des risques de catastrophes

La réduction des risques de catastrophe n'est pas un objectif directement visé par cette action. Cependant, s'agissant d'une mesure du support à la mise en œuvre du partenariat UE – Côte d'Ivoire, des études et des expertises pourraient être mobilisées en matière de réduction des risques de catastrophes afin d'améliorer la prise en compte de cet aspect dans les projets de développement et plus généralement dans l'action européenne en Côte d'Ivoire.

Autres considérations, le cas échéant

Sans objet

3.4 Risques et enseignements tirés

Catégorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne/ Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Environnement externe	Risque 1 : L'instabilité politique, sociale et juridique du pays	Élevé	Faible	La facilité de coopération n'a pas vocation à financer des activités coûteuses sur une longue durée. Une éventuelle suspension des activités ne devrait donc pas entraîner de risques fiduciaires ou d'impact majeurs. La gestion de la facilité de coopération sera centralisée.
Environnement externe	Risque 2 : Le dialogue politique avec le Gouvernement est limité.	Moyenne	Moyen	Le dialogue de partenariat actuel est régulier mais l'atteinte des objectifs fixés par le gouvernement est modérée par le manque de moyens budgétaires de l'État. Certains partenaires techniques et financiers sont peu portés sur une coordination avec les autres partenaires, ce qui peut négativement influencer la qualité du dialogue politique. L'UE préside de nombreux Groupes de Coordination des Partenaires et finance occasionnellement des appuis techniques à des groupes.
Ressources humaines et organisations	Risque 3 : L'absence d'amélioration du climat d'investissement	Moyenne	Moyen	Tous les partenaires de la Côte d'Ivoire convergent dans leur dialogue politique sur la nécessaire amélioration du climat des affaires. Mais outre l'appui à la réforme générale de la gestion des affaires publiques, les appuis UE aux finances publiques visent à se concentrer sur des réformes ou améliorations ciblées permettant des gains en efficacité de la dépense publique et donc des services de l'État.
Environnement externe	Risque 4: Instabilité macroéconomique	Moyenne	Moyen	Le Fonds monétaire international lie son appui à une discipline budgétaire et macroéconomique. Le financement de la lutte contre la pandémie de Covid-19 a dégradé le ratio de dette/PIB qui reste dans les limites acceptables. La Côte d'Ivoire n'ayant plus de marge de manœuvre, toute instabilité mettra en péril l'équilibre des comptes publics.

Égalité de genre	Risque 5: Une analyse de contexte et de problèmes qui ignorent le genre, neutre ou négative pourrait renforcer les inégalités de genre existantes et entraver la réalisation des droits humains dans le secteur, tout en compromettant l'efficacité et la durabilité de l'action.	Moyenne	Moyen	<p>Les connaissances et les outils de l'intégration de la dimension de genre sont disponibles.</p> <p>Un suivi sensible au genre sont utilisés.</p> <p>L'intégration de la dimension de genre est appliquée à toutes les phases des services de soutien.</p>
------------------	---	---------	-------	--

Enseignements tirés:

Dans le cadre du 9^e Fonds européen de Développement (FED), deux conventions de financement relatives aux Facilités de Coopération Technique (FCT) I et II ont été mises en œuvre. Dans le cadre du 10^e FED, deux autres conventions de financement relatives à la FCT III et la FCT IV ont été exécutées. Elles ont été d'une grande importance, principalement pour réaliser des études et apporter divers appuis institutionnels dans la mise en œuvre des projets en cours, l'identification de nouveaux projets, l'organisation des études préparatoires à la programmation du 10 et 11^e FED et la réalisation des audits et évaluations. Dans le cadre du 11^e FED, deux conventions de financement relatives à la FCT V et FCT VI ont été mises en œuvre.

L'historique d'utilisation des FCT et les budgets importants démontrent à suffisance l'utilité qu'elles ont eues. Elles démontrent également l'ampleur des besoins et la difficulté à identifier ces besoins plusieurs années à l'avance et donc l'utilité du caractère flexible de cet outil. La Côte d'Ivoire présente par ailleurs un profil de risque élevé dans divers domaines, qu'ils soient sécuritaires, macroéconomiques, politiques et fiduciaires. Le Programme indicatif pluriannuel doit donc rester flexible et pouvoir être ajusté en fonction de l'évolution de ces risques et des besoins émergents. Le cas échéant, la Facilité de Coopération permettra de réaliser des études ou identifications visant à l'adapter ou le réorienter.

3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente à cette action est de soutenir le partenariat UE- Côte d'Ivoire.

SI les ressources et les capacités requises pour la mise en œuvre des activités de soutien décrites dans le cadre de cette action sont disponibles et bien utilisées, **ALORS**, la mise en œuvre du PIP sera facilitée et l'UE sera mieux renseignée et placée pour renforcer son rôle stratégique et politique en tant que partenaire clé de la Côte d'Ivoire, ainsi que son rôle en tant qu'investisseur.

SI l'UE augmente sa visibilité et son importance stratégique globale dans le cadre du partenariat UE- Côte d'Ivoire et en supposant que le gouvernement ivoirien continue de s'approprier des interventions soutenues par l'UE, **ALORS** l'UE sera en mesure de maintenir et accroître son influence auprès de la Côte d'Ivoire et de la communauté des partenaires de développement et accroître sa crédibilité dans l'identification de solutions politiques aux problématiques de développement de la Côte d'Ivoire.

SI l'UE, grâce à cette action, est mieux à même d'accroître son influence, de mieux s'engager auprès de la société civile et de devenir plus visible, et tant qu'il n'y a pas de facteurs externes majeurs affectant la mise en œuvre des activités prévues (instabilité politique/sécuritaire et/ou socioéconomique), **ALORS** l'action atteindra l'impact souhaité, soit l'efficacité de l'aide européenne y inclus les TEI et le dialogue politique seront renforcés.

C'est **PARCE QUE** les acteurs extérieurs à l'UE et partenaires ont été dûment impliqués, mobilisés, sensibilisés et informés pour assurer la correcte appropriation des programmes et promouvoir l'influence de l'UE que la mise en œuvre et la durabilité des programmes sont assurées et que le rayonnement de l'UE est promu.

3.6 Matrice indicative du cadre logique

Compte tenu de la nature de cette action, une matrice de cadre logique n'est pas requise au niveau de l'action.

4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il est envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Côte d'Ivoire.

4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de 72 mois à compter de la date de conclusion d'une convention de financement. La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

4.3 Modalités de mise en oeuvre

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE¹⁶.

4.3.1 Gestion directe (subvention)

Subventions: (Gestion directe)

a) Objet de la(des) subvention(s)

L'objectif de la subvention est d'accompagner les autorités nationales dans la coordination stratégique et opérationnelle, ainsi que dans la promotion des programmes et priorités de l'UE en Côte d'Ivoire (OS 3).

b) Type de demandeurs visés

Pour la subvention, les demandeurs doivent être des administrations désignées par le gouvernement de la Côte d'Ivoire dans le cadre du suivi et du renforcement du partenariat EU – Côte d'Ivoire.

4.3.2 Gestion directe (passation de marchés)

Plusieurs passations de marchés sont prévues pour répondre à l'objectif global de renforcer le Partenariat Union européenne - République de Côte d'Ivoire dans les domaines d'intérêt commun.

Il s'agira de passations de marchés afin : (i) de mobiliser des assistants techniques / experts en appui aux activités de coopération et de partenariat, y compris en appui aux processus démocratiques ; (ii) de réaliser des études ; (iii) de recruter un prestataire pour la réalisation de rencontres, séminaires et formations ; (iv) d'identifier, préparer et accompagner des initiatives innovantes qui concourent à la réalisation des objectifs stratégiques de l'UE en Côte d'Ivoire et dans le monde ; v) d'assurer le contrôle et la vérification (audit), l'évaluation ou la supervision des différents programmes de coopération de l'UE.

Il s'agira de recruter des prestataires en charge de la conception et mise en œuvre de la stratégie communication et de valorisation des actions de l'UE en Côte d'Ivoire, notamment en promouvant la stratégie « Global Gateway » et l'approche de l'Équipe Europe.

Le prestataire en charge de la visibilité aura une expérience et une connaissance des règles de visibilité de l'UE ainsi que des pratiques de marché destinées à assurer une visibilité de qualité sur l'ensemble des actions menées par l'UE.

¹⁶ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

4.3.3 Gestion indirecte avec une entité chargée de l'exécution

Une partie de l'OS 1 peut être mise en oeuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants : (i) expérience antérieure dans le renforcement des mécanismes de coordination de l'aide, (ii) bonne connaissance des priorités stratégiques du groupe des partenaires techniques et financiers et du Plan National de Développement (PND) en Côte d'Ivoire, (iii) expérience dans le renforcement des mécanismes de dialogue.

La mise en oeuvre par cette entité implique le produit 1.3 de l'objectif spécifique 1 mentionné en section 3 du présent document.

Une partie de l'OS 3 peut être mise en oeuvre en gestion indirecte avec une entité qui sera sélectionnée par les services de la Commission sur la base des critères suivants : (i) expérience dans l'accompagnement du dialogue avec les autorités nationales et les PTF sur les processus démocratiques, (ii) expérience dans le renforcement des capacités pour la conduite de processus électoraux conformes aux standards internationaux. Cette mise en oeuvre implique le produit 3.1 de l'objectif spécifique 3 du présent document.

4.3.4. Passage d'un mode de gestion indirecte à une gestion directe (et vice versa) en raison de circonstances exceptionnelles (une deuxième option alternative)

Si la gestion indirecte telle que spécifiée au point 4.3.3 ne peut être mise en oeuvre en raison de circonstances indépendantes de la volonté de la Commission, l'alternative sera d'utiliser la gestion directe pour atteindre une partie des objectifs décrits au point 4.3.3. Deux appels à proposition spécifiques seront lancés, un pour atteindre une partie de l'OS1 et l'autre pour atteindre une partie de l'OS 3.

4.3.3.1 Gestion directe (marché public)

Le marché contribuera à l'atteinte de l'OS 1 (produit 1.3).

4.3.3.2 Gestion directe (subvention)

a) Objet de la subvention

L'objectif de la subvention sera d'atteindre une partie de l'OS 3 (produit 3.1).

b) Type de demandeurs visés

Les demandeurs visés sont notamment des organisations non gouvernementales et de la société civile, des organisations internationales ou des fondations.

4.4 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

4.5 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE après avenant n° 1 (en euros)
Modalités de mise en œuvre – cf. section 4	
Objectif spécifique 1 composé de	4 755 000
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.3.2	4 505 000
Gestion indirecte avec une organisation internationale (pour le résultat 1.3) – cf. section 4.3.3	250 000

Objectif spécifique 2 composé de	2 200 000
Passation de marchés (gestion directe) – cf. section 4.3.2	2 200 000
Objectif spécifique 3 composé de	2 200 000
Subvention (gestion directe) – cf. section 4.3.1	1 200 000
Gestion indirecte avec une organisation internationale (pour le résultat 3.1) – cf. section 4.3.3	1 000 000
Evaluation – cf. section 5.2 Audit – cf. section 5.3	200 000
Provision pour dépenses imprévues	895 000
Totaux <i>Subventions : enveloppe totale section 4.3.1 : 1 200 000 EUR</i> <i>Passation de marchés : enveloppe totale section 4.3.2 : 6 705 000 EUR</i> <i>Gestion indirecte : enveloppe totale section 4.3.3 : EUR 1 250 000</i>	10 250 000

4.6 Structure organisationnelle et responsabilités

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

En étroite coordination avec la Côte d'Ivoire, les mesures au titre de cette action sont mises en œuvre par la Commission, les contractants, les bénéficiaires de subventions et/ou les entités mandatées. Des obligations contractuelles appropriées seront incluses dans la convention de financement, les contrats de service et de subvention.

5 MESURE DE PERFORMANCE

5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Le suivi et l'évaluation prendront en compte l'égalité des sexes et l'impact sur les droits des personnes en situation de vulnérabilité et l'application des principes fondés sur les droits (respect des droits humains ; participation inclusive ; non-discrimination et égalité ; responsabilité et état de droit pour tous ; et transparence et accès à l'information étayés par des données détaillées).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données:

Les partenaires de mise en œuvre et la Commission analysent les conclusions et constatations émanant des rapports d'analyse et de suivi et décident conjointement des actions de suivi à entreprendre et des ajustements nécessaires avant l'approbation des rapports finaux. Les rapports pertinents doivent être régulièrement partagés avec le pays partenaire et les autres parties prenantes clés.

5.2 Evaluation

Compte tenu de la nature de l'action, une évaluation ne sera pas effectuée pour cette action, ou l'une de ses composantes.

Dans le cas où une évaluation n'est pas envisagée, la Commission peut quand même, au cours de la mise en œuvre des actions, décider de procéder à une telle évaluation pour des raisons dûment justifiées, soit de sa propre décision, soit à l'initiative du partenaire.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet. Dans ce cas, les évaluations devraient évaluer dans quelle mesure l'action prend en compte l'approche fondée sur les droits de l'homme ainsi que sa contribution à l'égalité des sexes, à l'autonomisation des femmes et à l'inclusion des personnes en situation de handicap. Une expertise en matière de droits de l'homme, de handicap et d'égalité des sexes devrait être garantie au sein des équipes d'évaluation.

Un ou plusieurs marchés de services d'évaluation pourront être conclus au titre d'un contrat-cadre.

5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Conformément au document «Communiquer et accroître la visibilité de l'UE – Orientations relatives aux actions extérieures», publié en 2022, la communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'Union, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'Union et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées. Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'Union.

La Délégation a proposé un plan pour la communication stratégique.

Les principaux axes de la communication stratégique de la Délégation sont de présenter à la société ivoirienne le soutien très marqué à la durabilité économique, sociale et environnementale, et l'accompagnement de la Côte d'Ivoire sur la voie d'un développement durable et inclusif, conformément à la stratégie «Global Gateway». L'objectif général est l'amélioration de la compréhension, connaissance et soutien de l'action de l'Union européenne et de ses valeurs, en tant que partenaire clé du développement du pays.